



Chaire Jean Monnet
Ad personam
Identités et Cultures en Europe
Université Matej Bel, Banská Bystrica



LAREQUOI
Research Center of ISM-IAE
Graduate School of Management

UVSQ
université PARIS-SACLAY

Colloque international et publication

**Le digital et la démocratie
participative au niveau local :
discours et pratiques européennes**

Appel à contributions

**Colloque international, 27-28 Janvier 2022,
ISM-IAE de Versailles St-Quentin-en-Yvelines**

Publication à finaliser en Juin 2022



Mots-clés

Management Public – Démocratie participative – Démocratie numérique – Pratiques locales citoyennes – Discours politiques – Union européenne – Posture technocentrée.

Objectifs

- Analyse critique originale des discours politiques au sein des espaces publics européens sur la démocratie participative et le digital au niveau local.
- Analyse critique originale des pratiques de « démocratie digitale » participative au niveau local (y compris au niveau transfrontalier), dans au moins cinq différents États membres de l'UE.
- Approche pluridisciplinaire : management public, administration publique, science politique, communication, sociologie politique, géopolitique...
- Mise en perspective d'expériences afin de mettre en évidence des « bonnes pratiques » contextualisées.

Argumentaire

La démocratie participative : discours et pratiques

Aujourd'hui, les discours politiques (au sens large, provenant des élus locaux et nationaux, mais aussi des organisations citoyennes qui participent à la vie publique), diffusés au sein des espaces publics européens, semblent pour la plupart positifs, voire très positifs, quant à l'évolution actuelle de la participation citoyenne, notamment au niveau local.

Internet, en particulier, favoriserait la participation citoyenne avec l'émergence de nouvelles formes participatives qui renforceraient la démocratie (Cardon, 2010). En effet, cette dernière semble bien avoir grand besoin de méthodes et d'outils renouvelés, ne serait-ce que parce qu'une partie importante des citoyens se détourne des scrutins depuis plusieurs décennies, mais aussi parce qu'ils ont souvent le sentiment que leurs revendications ne sont pas écoutées. Internet constituerait ainsi un élément fondamental d'un renouveau démocratique, voire d'un changement de paradigme démocratique, qui pourrait remettre en cause ou ajuster les systèmes de démocratie représentative avec de nouveaux systèmes de démocratie participative (Pateman, 1970 ; Fischer, 2009, Pateman, 2012 ; Röcke, 2014, Beebeejaun, 2016), quitte à suggérer que cette démocratie participative s'apparente à une démocratie directe.

Il peut aussi s'agir, au sein de l'Union européenne, de promouvoir de nouvelles formes de démocratie délibérative (Fishkin, 2011), dont le mode opératoire serait rendu possible par des consultations et des débats en ligne, qu'il faut donc mettre en place et organiser. De nombreuses expériences de ce type, avec des dispositifs numériques, ont été mises en place, notamment en France depuis le quinquennat de Nicolas Sarkozy, et semblent bien s'inscrire dans une systématisation politique avec le gouvernement actuel. Bien entendu, ce constat est aussi flagrant dans d'autres pays européens.

Ces discours sont également, très souvent, volontaristes, et participent souvent d'une posture technocentrée qui met en avant le dispositif technique avant son appropriation, la solution avant le problème (Morozov, 2013). L'accent est ainsi souvent mis sur les ressources, la formation, l'accès aux réseaux et aux services. Les risques sont minimisés, voire niés, comme l'exclusion d'une partie de la population (pas nécessairement sur la base de critères d'âge, cf. Rouet, 2019a), ou la mise en place d'une société sûre (ou sécurisée) au détriment des libertés



publiques, dénoncées avec la dictature des algorithmes (O'Neil, 2016), y compris dans la sphère publique (Rouet, 2019b).

Les intentions sont donc plus ou moins clairement soutenues par une vision globale ou globalisante de la société du futur, du citoyen numérique. Cependant, et peut-être paradoxalement, les discours sont souvent directifs, fondés sur une nécessité et non vraiment sur une analyse particulière. Les futurologues prévoient la société de demain, des utopies plus ou moins réalistes qui répondent souvent à des objectifs électoraux, mais rarement de manière opérationnelle. Il s'agit souvent de prévoir la mise en place d'outils, sans aucun recul sur leur fonctionnement et surtout leur appropriation par les citoyens, sur la base d'arguments d'experts qui légitiment ensuite les décisions politiques. Les discours envisagent rarement des scénarios différents, des « plans B », et contribuent ainsi à un optimisme lié à la croyance en un progrès technique salvateur (Bellanger, 2014). Les analystes qui tentent de relativiser les « pouvoirs numériques » (Griziotti, 2016) ou les effets de la communication technique sur les relations humaines (Wolton, 1999 ; Turkle, 2011), par exemple, sont très souvent considérés comme technophobes, rétrogrades, et finalement ennemis du progrès et donc de la démocratie.

Ces discours ne sont pas nécessairement liés à des actions locales, qui pourraient être plus concrètes, précises, limitées, adaptables et correspondre à des réalités et contextes donnés. Ces actions sont souvent dictées et justifiées par des positions pragmatiques, induites par des perspectives de besoins, de souhaits et de possibilités partagées localement. Souvent, ces actions ont aussi une justification idéologique. Bien que leur portée soit limitée, elles ne peuvent pas être généralisées, malgré la tendance à l'universalisme des « bonnes pratiques » qui est devenue la règle dans de nombreux aspects de la vie publique, et qui est également liée au « solutionnisme » mentionné ci-dessus. Cette difficulté de généralisation est un point faible, alors que les discours sont fortement incitatifs, et promeuvent un isomorphisme normatif (Côme et al., 2019), parfois coercitif et surtout mimétique, avec une approche qui conduit souvent à d'importants gaspillages de ressources. Pour rendre le discours performatif, des expériences sont mises en place en adaptant ce qui se fait ailleurs dans d'autres contextes, parfois à minima. L'effet de mode est évident et est lié à la marchandisation des outils nécessaires. Ces adaptations à de nouveaux publics et à de nouveaux usages conduisent à l'émergence de véritables catalogues de solutions plus ou moins adaptées localement. Les actions peuvent alors être confisquées par une technostructure bureaucratique qui ne veut pas lâcher son pouvoir et qui, de fait, limite la participation des citoyens en invoquant de nombreux motifs, tous légitimes, de sécurité, de confidentialité, de responsabilité sociétale, etc.

Citoyens actifs ou passifs en Europe, comment et où ?

Ce colloque et ce projet de publication collective proposent de mettre en perspective les analyses des discours relatifs à la participation citoyenne et à sa mise en œuvre, afin de tenter une typologie selon les acteurs, les espaces publics, et leur place dans les processus de décision. Il s'agit de proposer un inventaire nécessairement partiel des « visions » ainsi développées et médiatisées au sein de l'Union européenne afin d'identifier d'éventuelles cohérences et d'éventuelles divergences. Cette analyse critique s'appuie sur l'exploration d'actions participatives concrètes, avec des dispositifs numériques, mises en œuvre localement dans plusieurs pays européens. L'étude de la distance possible entre les discours et les pratiques s'appuie également sur l'analyse des pratiques et des postures des acteurs locaux, en tant que citoyens ayant la possibilité de légitimer l'action politique locale, et sur les succès et les échecs possibles des mobilisations. Le projet de cet ouvrage est de mettre en lumière les perspectives d'appropriation des outils numériques pour le développement, au niveau local, d'une démocratie participative, en



pleine conscience des limites et des risques que le discours politique n'envisage pas souvent.

L'ouvrage cherche à apporter des réponses à plusieurs questions afin de comprendre les enjeux du numérique dans la démocratie participative. Il apparaît que la démocratie participative s'est répandue dans les discours, mais s'agit-il d'un phénomène véritablement européen, voire mondial ?

Même si l'origine est « locale », partagée entre des initiatives individuelles ou collectives et des relais, soutiens ou incitations des collectivités locales, l'intégration dans le discours se fait, du moins en France, au niveau national. Il convient donc de vérifier si cette situation est identique en Europe et plus particulièrement en Europe centrale et orientale.

Les différents discours au niveau national mettent comme objectif de la participation citoyenne la co-construction (par exemple en ce qui concerne la politique climatique), en est-il de même dans des pays plus décentralisés que la France ?

Dans la réalité des pratiques municipales, l'objectif est souvent la participation passive, les citoyens approuvent ou désapprouvent, ils ne posent jamais de question (à de rares exceptions près). Très clairement, ce n'est pas la norme dans certains pays européens (en Norvège par exemple). Est-il possible d'établir une typologie des pratiques en Europe, notamment sur la base d'exemples types ? Comment expliquer cette différence ?

L'introduction du digital, avec toutes ses limites, devrait dans le discours contribuer à renforcer la coproduction, mais en réalité, en France, on observe une augmentation de la participation passive, notamment parce que le filtre que constitue Internet et surtout les services informatiques et de communication empêche davantage la prise d'initiative et l'expression directe d'un discours discordant auprès des décideurs. Quelle est la situation dans les autres pays européens ? Quel est le poids de l'utilisation du numérique dans la société par rapport à son utilisation dans la démocratie participative ?

Avec les apports attendus d'auteurs de différents pays, l'approche proposée est comparative mais avec deux questions comme fil conducteur : Y a-t-il une différence entre le local et le national dans les discours et pratiques sur la démocratie participative et le rôle qu'Internet peut y jouer et y joue ? Peut-on avoir une représentation des différents cas en Europe pour ensuite comprendre et expliquer cette diversité ?

L'objectif du projet est donc, en résumé, de recenser les expériences positives qui permettent, grâce au digital, d'accroître la démocratie participative, en partant d'un bilan et d'une analyse de ce type d'expérience, afin d'expliquer son efficacité et, surtout, les limites de son utilisation en fonction des contextes sociaux, culturels, politiques, religieux... En raison des différences de discours, il est probable que ces expériences soient davantage situées au niveau local. Ce niveau « local » peut cependant avoir des contours différents selon les pays étudiés, l'histoire et les traditions politiques : communes (voire quartiers de ville dans certains cas), départements, régions. Des expériences « nationales » sont également à considérer dans certains pays (généralement « petits »).

Même s'il est intéressant de mettre en avant des expériences intéressantes et transposables à d'autres contextes, l'ambition n'est pas de réaliser un guide méthodologique de « bonnes pratiques », mais plutôt de fournir des éléments d'analyse des conditions d'une utilisation réussie de l'Internet pour accroître la démocratie participative.

La crise sanitaire de Covid-19 a limité les contacts physiques et les déplacements depuis plus d'un an, avec des conséquences certaines sur le déplacement de pratiques démocratiques en ligne. Il est important de tenter une évaluation de cette possible accélération.



Contexte théorique sur les discours et les pratiques

Les expériences de démocratie participative peuvent être considérées comme des pratiques sociales, interconnectées avec d'autres : élections, mouvements sociaux, structuration des forces politiques, marketing politique, lobbying, administration, etc. Schatzki (1996, p. 89) définit la pratique sociale comme une « articulation dans le temps et dans l'espace d'activités et de paroles (doings and sayings) », « organisé autour du sens partagé » (Schatzki, 2002). Il est possible d'étudier les pratiques comme des articulations routinières de faits et de dire ou comme des performances (Shove, Pantzar & Watson, 2012). Dans le premier cas, il s'agit de prendre en compte les éléments historiques et structurels de l'articulation habituelle entre les éléments composant les pratiques, dans le second cas, d'envisager la réalisation spatio-temporelle spécifique d'une pratique.

La littérature sur la démocratie participative est à la fois riche et variée, notamment en ce qui concerne les travaux s'intéressent aux pratiques en tant que performances (Geibel & Joas, 2013 ; Bherer, 2019, Sintomer et al. 2008). D'autres recherches se focalisent sur l'étude de certains des éléments des pratiques de démocratie participative (Buza-Garcia, 2015 ; Lindgren & Persson, 2011 ; Kohler-Koch & Quittkal, 2013).

Afin d'analyser les « discours et les activités » composant les pratiques de démocratie participative, il peut être intéressant de se focaliser sur les discours d'une multitude d'acteurs : politiques, administratifs, citoyens, ONG, média, etc. Les pratiques discursives permettent de catégoriser et de négocier les rôles et les positions des acteurs sociaux, la place des technologies, les performances et participent alors au processus de structuration des pratiques participative.

L'étude des activités propres aux pratiques de démocratie participative permet la prise en compte des aspects socio-matériels des pratiques où l'usage technologique ne peut être que situé. De même, il est important de s'intéresser aux rôle, identités et compétences des acteurs (Shove, Pantzar & Watson, 2012) de la démocratie participative. Les outils et les dispositifs n'ont pas d'impact rigide et déterministe sur les pratiques sociales (Heath & Luff, 2000).



Contributions attendues

Nous espérons quatre différents types, au moins, de contributions.

Premièrement, sur différents aspects des pratiques de démocratie participative, en tenant compte des contextes, des perspectives historiques et sociopolitiques et des performances concrètes des pratiques de démocratie participative, avec une attention particulière à la forme d'utilisation de l'Internet et aux processus de négociation discursive.

Deuxièmement, cette recherche se concentre non seulement sur les expériences de démocratie participative en Europe occidentale, mais aussi sur celles d'Europe centrale et orientale. La démocratie participative est une pratique sociale qui s'articule avec d'autres pratiques d'engagement politique, administratif et civil. D'un point de vue historique, cet ensemble de pratiques sociales pour la réalisation de la démocratie pourrait être localement spécifique, ce qui semble être peu étudié. Dans certains de ces pays, la méfiance envers le processus politique local semble si forte que les citoyens tentent d'avoir un impact local par le biais de la participation démocratique au niveau européen.

Troisièmement, l'interconnexion entre les pratiques de démocratie participative et les pratiques administratives : la compréhension des pratiques partagées et spécifiques et les « mots » des citoyens ne sont pas identiques à ceux des agents administratifs, en particulier, et nécessitent une traduction ou une transposition.

Quatrièmement, sur l'utilisation de l'Internet comme un élément des pratiques de démocratie participative et non comme une cause ou une solution. Ce ne sont pas la technologie et les outils qui définissent les pratiques, mais les pratiques qui indiquent un niveau d'appropriation et d'articulations entre acteurs et significations.



Références

- Armenen, I. (2005), *Institutional interaction: Studies of talk at work*, Burlington, Ashgate Publishing.
- Beebejaun, Y. (ed.) (2016), *The Participatory City*, Berlin, Jovis.
- Bellanger, P. (2014), *La souveraineté numérique*. Paris, Stock.
- Bherer, L. (2019), *The participatory democracy turn*, New York, Routledge.
- Bogumil, J., Sabine Kuhlmann, S., Gerber, S., Schwab, C., (2019), *Bürgerämter in Deutschland: Organisationswandel und digitale Transformation*, Baden-Baden, Nomos Verlagsges, MBH + Company.
- Buza-Garcia, L. (2015) *Participatory democracy and civil society in the EU: Agenda setting and Institutionalization*, New York, Palgrave MacMillan.
- Cardon, D. (2010). *La démocratie Internet. Promesses et limites*, Paris, Seuil, coll. « La république des idées ».
- Christensen, H. S. (2020). A conjoint experiment of how design features affect evaluations of participatory platforms. Department of Political Science Åbo Akademi University, <https://oidp.net/en/content.php?id=1697>
- Côme, T., Magne, S., Steyer, A. (2019), « Être ou ne pas être une smart city : une étude empirique des innovations valorisées sur le site web des villes », *Gestion & Management Public*, 7[2], pp. 73-101.
- European Network of Ombudsmen (2020) *Network in Focus 2019. Democracy in Europe: making citizen participation meaningful. Current and future challenges for ombudsman institutions. Solving cross-border problems for citizens*, at <https://www.ombudsman.europa.eu/webpub/eno-newsletter/2019/1/en/index.html>
- Fischer F. (2009), *Democracy & Expertise. Reorienting Policy Inquiry*, Oxford University Press.
- Fishkin, J. S. (2011). *When the People Speak*. Oxford University Press.
- Font, J. et al. (2014). *Participatory Democracy in Southern Europe. Causes, Characteristics and Consequences*, London, Rowman & Littlefield International.
- Geibel, B., Joas, M. (2013) *Participatory democratic innovations in Europe: Improving the quality of democracy?* Oplanden Barbara Budrich Publishers.
- Glynis, J, Howarth, D. (2007), *Logics of critical explanation in social and political theory*, New York, Routledge.
- Griziotti, G. (2016). *Neurocapitalism. Mediazioni tecnologiche e linee di fuga*. Milano-Udine, Mimesis.
- Heath, C, Luff, P. (2000) *Technology in action*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Hertling, N; Kugelberg, C., (2018), *Local participatory Governance and Representative Democracy*, Routledge.
- Jayyusi, L. (1988) *Categorization and the moral order*, Boston, Routledge
- Kohler-Koch, B., Quittkat, Ch. (2013) *De-Mystification of participatory democracy: EU-governance and civil society*, Oxford, Oxford University Press.
- Laclau, E. et Mouffe C. (2014) *Hegemony and socialiste strategy: Toward a radical democratic politics*, London, Verso.
- Lindgren, K. Persson, T. (2011) *Participatory governance in the EU: Enhancing or endangering democracy and efficiency?*, New York, Palgrave MacMillan.
- Morozov, E. (2013). *To Save Everything, Click Here. The Folly of Technological Solutionism*. New York, PublicAffairs.
- O'Neil, C. (2016). *Weapons of Math Destruction. How Big Data Increases Inequality ad Threatens Democracy*. New York, Crown, 2016.
- Pateman, C. (1970), *Participation and Democratic Theory*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Pateman, C. (2012), "Participatory Democracy Revisited", ASPA Presidential Address, *Perspectives on Politics*, 10[1], pp. 7-19.
- Röcke, A. (2014), *Framing Citizen Participation. Participatory Budgeting in France, Germany and the United Kingdom*, Basingstoke and New York, Palgrave Macmillan,
- Rouet, G. (2019a). « Les stéréotypes générationnels, fondements, limites et dangers », *Hermès La Revue*, n° 83, Paris, CNRS, pp. 125-133.
- Rouet, G. (ed.) (2019b). *Algorithmes et décisions publiques*, Paris, CNRS.
- Sintomer, Y., Herzberg, C., Röcke A. (2008) *Les budgets participatifs en Europe*, Paris, La Decouverte.
- Schatzki, T. (1996), *Social practices: A Wittgensteinian approach to human activity and the social*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Schatzki, T. (2002), *The site of the social: A philosophical account of the constitution of social life and change*, University Park, Pennsylvania State University Press.
- Shove, E., Pantzar, M. Watson, M. (2012) *The dynamics of social practice*, London, Sage.
- Turkle, S. (2011). *Alone together: Why We Expert More from Technology and Less from Each Other*. New York, Basic Books.
- Wolton, D. (1999). *Internet, et après ? Une théorie critique des nouveaux médias*. Paris, Flammarion.



Propositions de contribution

Coordination du projet : Thierry Côme, Gilles Rouet, Stela Raytcheva, LAREQUOI, ISM-IAE de Versailles St-Quentin-en-Yvelines, Université Paris-Saclay

thierry.come@uvsq.fr - gilles.rouet@uvsq.fr - stela.raytcheva@uvsq.fr

Langue du colloque : Anglais - Français

Langue des contributions : Français puis Anglais

Format des propositions : titre - résumé en Anglais ou en Français, 150 mots - 4 à 6 mots-clés - présentation personnelle des auteurs à adresser **avant le 30 octobre 2021**, simultanément à

Emmanuel Aman-Morin, emmanuel.aman-morin@uvsq.fr &

Gilles Rouet, gilles.rouet@uvsq.fr

Les auteurs retenus recevront des instructions pour la mise en forme de leurs contributions et devront envoyer leur texte avant le **30 décembre 2021**.

Après le colloque, une publication collective sera réalisée pour être publiée aux éditions Springer (contrat signé), en langue anglaise, sous le titre *Participatory Democracy and Digital at Local Level : European Discourses and Practices*.

Une autre publication, en français et anglais, sera également envisageable à Paris.

Comités scientifique et d'organisation

Emmanuel Aman-Morin, LAREQUOI

Mourad Attarça, LAREQUOI

Thierry Côme, LAREQUOI

Antony Galabov, NMU, Bulgaria

Petia Gueorgieva, NBU, Bulgaria

Radovan Gura, UMB, Slovakia

Mirosław Nataneek, ISE, Krakow, Poland

Gabriela Pascariu, CSE, Iasi, Roumania

Grzegorz Pozarlik, ISE, Krakow, Poland

Stela Raycheva, LAREQUOI

Maria Rostekova, UMB, Slovakia

Gilles Rouet, LAREQUOI

Peter Terem, UMB, Slovakia